

RAPPORT No. 3

**L'Europe, la Méditerranée et le printemps arabe :
la crise comme opportunité**

Rapport de la conférence EuroMeSCo 2012

4 – 5 octobre 2012, IEMed, Barcelone

Résumé

La région méditerranéenne connaît actuellement l'une de ses plus importantes transformations de toute l'époque moderne. L'arrivée de nouveaux leaderships, l'émergence des démocraties et l'enkystement de conflits violents constituent à eux tous un défi majeur pour l'une des régions les plus jeunes et les plus dynamiques du monde. C'est dans ce contexte que la communauté de chercheurs en politique euro-méditerranéenne s'est réunie à Barcelone à l'occasion de la conférence annuelle 2012 d'EuroMeSCo.

La conférence a été l'occasion de débats intenses sur les facteurs qui sous-tendent la situation actuelle du monde arabe et des relations euro-méditerranéennes. Les débats ont aussi porté sur les changements qui devraient voir le jour si l'on veut continuer à avancer sur la voie du progrès et du développement. Les débats qui se sont tenus dans le cadre de la table ronde ont porté sur les politiques économiques qu'il conviendrait d'appliquer pour favoriser le développement dans la région et pour encourager les acteurs économiques, sociaux et politiques à y participer. Trois séances de travail parallèles ont exploré les dynamiques internes des pays du printemps arabe et le rôle de la société civile, les conséquences géostratégiques du printemps arabe et, enfin, le rôle des institutions supranationales et internationales – Union pour la Méditerranée (UpM) comprise – dans le renforcement des relations euro-méditerranéennes.

La séance d'ouverture a évoqué tous ces défis et s'est aussi attachée aux moyens de renforcer la coopération euro-méditerranéenne dans le cadre actuel, marqué par la crise économique européenne et par les effets du printemps arabe sur les partenaires sud-méditerranéens. La plupart des intervenants ont convenu que cette coopération

devrait servir à renforcer la capacité de fournir des résultats concrets pour le bénéfice des populations locales. La séance a en outre insisté sur l'importance cruciale des instituts de recherche et des groupes de réflexion, qui doivent guider les politiques de ces institutions. Elle a aussi souligné la responsabilité qu'a la Commission d'études euro-méditerranéenne (EuroMeSCo) de conseiller de manière avisée les gouvernements et les institutions euro-méditerranéennes.

Table ronde : L'Europe et la nouvelle Méditerranée : la crise comme opportunité

Cette table ronde, modérée par un panel d'experts appartenant à des groupes de réflexion de Belgique, d'Égypte, de Turquie et du Royaume-Uni, a insisté sur le devoir qu'ont l'Europe et la Méditerranée de saisir, via la coopération, l'opportunité que les événements actuels leur procurent. Le mot « engagement » a été le préféré d'un grand nombre de participants à cette séance ouverte. Du point de vue des intervenants, le printemps arabe n'a pas été alimenté par la haine de la culture occidentale mais bel et bien par un vif désir de vivre mieux, dans la liberté et la dignité. L'Europe ne devrait pas voir dans les changements actuels une menace, mais une opportunité de tisser des liens durables avec ses voisins.

La Turquie a été montrée comme exemple à suivre, tant d'un point de vue politique qu'économique. Sa puissance d'influence ou *soft power*, et non pas uniquement sa position de pays donateur, est l'un de ses atouts majeurs, et fait d'elle l'un des pays euro-méditerranéens les mieux considérés par ses voisins arabes. D'après la dernière enquête Euromed qu'a effectuée l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed)¹, environ 70 % des répondants jugent que le modèle turc serait bon pour leurs économies. D'aucuns ont néanmoins estimé que la nature ambiguë des relations UE/Turquie pouvait conduire à des tensions dans la région, ce qui risquerait de réduire les chances de coopération, de stabilité et de prospérité en Méditerranée.

L'avenir de la coopération euro-méditerranéenne a lui aussi été soumis au débat. Le style de coopération de Barcelone a été jugé efficace pour l'amélioration des relations. Le besoin d'accroître le dialogue bilatéral dans des régions voisines a également été

¹. *Euromed Survey of Experts and Actors 2011*, accessible sur : http://www.iemed.org/publicacions-en/historic-de-publicacions/enquesta-euromed/euromed-survey-of-experts-and-actors-2011?set_language=en.

évoqué. La coopération entre les pays du sud de l'Europe et les régions d'Afrique du Nord a servi d'exemple d'expérience sous-régionale nécessaire. Cependant, la majorité des participants estimait qu'un processus de ce genre devrait être compatible avec un cadre commun de coopération euro-méditerranéenne.

Les défis économiques à relever

Dans l'actuel contexte de crise sur les deux rives de la Méditerranée, la question de l'économie a été largement évoquée. Les modèles économiques en place ont été vivement critiqués, et les critiques n'ont pas uniquement visé la partie sud-méditerranéenne. Au vu des difficultés économiques qu'elle traverse, l'Europe a été invitée à revoir son propre système. Tout le monde a convenu que, côté Sud, la pleine autonomisation et la liberté des citoyens ne seraient pas possibles tant qu'ils n'auront pas atteint leur autonomisation économique.

Le capitalisme de connivence est l'un des facteurs qui a incité les protestataires à descendre dans la rue fin 2010 et début 2011. Après des années de clientélisme et de corruption, le secteur privé a très mauvaise réputation dans la région. Le manque de financement des petites et moyennes entreprises est un sujet majeur dans la question des défis économiques à relever par le Sud. « Autonomisation » est le maître mot quand il s'agit de la réussite de ces entreprises, dont dépend l'avenir de la région. Par ailleurs, pour les participants, le pouvoir de la vieille élite économique entrave le progrès. Le besoin d'entrepreneurs novateurs, capables de booster l'économie et d'établir une croissance sur des bases plus solides, a également été évoqué. À ce propos, plusieurs participants ont insisté sur la possibilité de ce qu'entrepreneurs du Nord et du Sud travaillent ensemble et partagent leurs expériences pour améliorer le climat commercial et multiplier les opportunités.

L'inefficacité de la bureaucratie dans le monde arabe a elle aussi été regardée comme un obstacle à la croissance. Il est essentiel de moderniser les administrations publiques et étatiques pour pouvoir aplanir les difficultés économiques. La démesure des administrations publiques est souvent budgétivore et entraîne parfois une dépense publique excessive, perturbatrice et non viable. La démocratie a souvent pâti de ce type de situation. Il est en effet difficile de demander des comptes à un gouvernement qui emploie directement ou indirectement de larges secteurs de la population active. Toutefois, en raison du rôle que l'État a toujours joué dans les économies de ces régions, les participants estiment qu'il existe un besoin urgent d'entreprendre des réformes dans le cadre de la transition démocratique.

Futures opportunités et interactions

Tout le monde a convenu qu'il était nécessaire de renforcer la coopération entre l'Europe et ses partenaires méditerranéens. De nombreux participants estiment qu'il faudrait favoriser la recherche d'opportunités communes susceptibles d'aider les deux rives de la Méditerranée à s'engager l'une envers l'autre, surtout dans la situation actuelle d'émergence de nouveaux acteurs prospères après des décennies de marginalisation. Il a ainsi été souligné, par exemple, que le monde arabe regorge aujourd'hui de jeunes éduqués et internationalisés qui ne craignent pas la mobilité. C'est précisément ce dont l'Europe – à la population rapidement vieillissante – a besoin. Cette situation devrait être vue comme une opportunité de coopérer à la faveur de partenariats fondés sur la mobilité. En effet, l'interdépendance des uns et des autres se traduirait par un développement mutuel. Une telle mobilité interconnectée aurait pour la région des retombées bénéfiques en termes d'éducation et d'échange culturel.

Un appel a été lancé en faveur de l'inclusion des acteurs politiques et sociaux émergents dans toutes les sphères de relations. Des voix se sont élevées pour déclarer que la conférence EuroMeSCo devrait tenir compte de ces nouveaux arrivants, faire un pas dans leur direction et ouvrir la voie à une coopération euro-méditerranéenne renforcée. Les efforts des organisations et des réseaux de la société civile, en particulier des centres de recherche et des groupes de réflexion, ont été considérés comme un outil efficace dans l'accompagnement des processus actuels de transformation démocratique.

Séance de travail 1 :

La dynamique interne des pays du printemps arabe et le rôle de la société civile

Cette séance a passé en revue les dynamiques et les défis nationaux sur le plan social, politique et économique des pays du printemps arabe. Ceux-ci varient d'un pays à l'autre, en fonction de leur histoire, de la nature du régime qui était en place ou de leur géographie, entre autres. La session s'est principalement attachée aux cas de l'Égypte et de la Tunisie, deux pays qui sont au centre des événements politiques en Afrique du Nord et qui illustrent l'importance des facteurs nationaux dans le processus de transition.

Les acteurs des périodes révolutionnaire et postrévolutionnaire

Les panélistes ont analysé le rôle, les intérêts et les objectifs des quatre grands acteurs qui ont pris part aux processus révolutionnaires et de transition. Ils se sont d'abord penchés sur la question des gouvernements autocratiques qui ont cherché à maintenir leur pouvoir. Puis, en second lieu, sur les institutions militaires, dont l'objectif est de maintenir leur statut. Dans le cas de l'Égypte et de la Tunisie, les militaires jouissaient d'autonomie vis-à-vis des gouvernements autocratiques et ont pris de la distance vis-à-vis d'eux quand les révolutions ont éclaté. En revanche, dans le cas de la Libye et de la Syrie, les forces armées et le régime autoritaire étaient un seul et même organe, ce qui peut expliquer la plus grande résistance du régime. Les partis islamistes sont le troisième grand acteur du processus. Ils n'ont pas été à l'initiative des mutations drastiques mais ont su capitaliser le mécontentement et l'envie de changement de la population, au point d'accéder au pouvoir par le biais des élections.

Enfin, le quatrième acteur – la société civile – s'est érigé en moteur des soulèvements. Les panélistes y ont distingué deux catégories. D'un côté, les organisations traditionnelles, telles que les associations professionnelles, les syndicats, etc. De l'autre, un nouveau mouvement social qui s'exprime de manière spontanée et décentralisée et rassemble des activistes par le biais des réseaux sociaux (facebook, twitter, etc.). Ces activistes expriment des positions beaucoup plus radicales que celles des partis politiques classiques.

La session a également débattu les différentes définitions applicables à l'expression « société civile » dans son ensemble, ainsi que leurs éventuelles évolutions à moyen terme. Il s'est avéré que, en raison de la mutation de la réalité, en pleine recomposition, les grilles d'analyse actuelles ne sont plus pertinentes. La société civile tunisienne a fait l'objet d'une analyse plus approfondie. Il y a aujourd'hui en Tunisie une multiplication d'organisations de défense des droits civiques et une augmentation du bénévolat. La société civile tunisienne a joué un rôle extrêmement important dans la révolution et dans la période postrévolutionnaire. Elle a par exemple été très active dans l'organisation et dans l'observation des élections et a par la suite fonctionné comme contre-pouvoir pendant la période de transition, servant de contrepoids aux forces politiques parlementaires et pesant sur certaines décisions de l'Assemblée constituante. À côté de cette société civile organisée, on en observe une autre, très active et non contrôlée : il s'agit des islamistes radicaux ou salafistes. Ils constituent un risque pour les processus de transition du fait qu'ils s'opposent au régime démocratique et aux institutions de l'État.

En ce qui concerne les relations entre ces acteurs, les participants ont constaté que lorsque le processus révolutionnaire est de courte durée, les forces d'opposition maintiennent une unité. Mais s'il se prolonge, les probabilités de voir apparaître des divisions (cas de la Syrie) augmentent. Pendant la période postrévolutionnaire, des tentatives de réconciliation entre les différents acteurs ont eu lieu dans tous ces pays. Toutefois, l'unité est minée par la concurrence entre les différentes forces.

Le processus de transition : questions clés

Les débats ont abordé les questions liées à la justice transitionnelle, à la durée du processus de transition et à la direction de ce processus. Ils ont également abordé les questions de la conception du futur système politique, du rôle de la religion dans le nouveau système et des réponses à apporter aux défis socio-économiques les plus urgents. Les panélistes ont souligné l'importance de certaines conditions qui bénéficient au processus de transition : il doit s'étendre sur une période de temps courte et être accompagné d'un accord ou pacte national et d'un consensus sur les procédures et les fondamentaux politiques (loi électorale, distribution des pouvoirs et leurs limites, droits des minorités, etc.). La certitude que ces fondamentaux ne vont pas être balayés par les premiers qui accéderont au pouvoir doit également exister. Dans le cas tunisien, nous pouvons dire qu'il y avait un certain consensus sur la route à suivre. En revanche, en Égypte, les différents acteurs ont du mal à parvenir à un accord sur les principes fondamentaux et sur les procédures, ce qui peut mettre en danger tout le processus transitionnel.

Le débat a tourné autour des divers blocages auxquels se heurtent les processus de transition : rôle et respect des minorités, divergences idéologiques, omnipotence de certaines structures religieuses profondes, risques inhérents aux radicalismes et aux extrémismes, et problèmes socio-économiques structurels et conjoncturels. La question de la femme, laquelle a joué un rôle très important dans les mobilisations populaires du printemps arabe, a aussi été soulevée. Les conséquences des révolutions pour le statut de la femme semblent pour le moment être négatives, en raison de la position des islamistes à son égard notamment.

La session a aussi débattu le rapport conflictuel entre le pouvoir civil et une armée qui est encore, dans certains pays, un acteur majeur sur le plan politique et économique. Cependant, ces relations, qui sont en évolution constante, font moins l'objet de débats que la question « État séculaire vs État religieux ». Il n'en reste pas moins que le contrôle militaire peut être un obstacle à la transition vers un système civil

démocratique. En effet, dans tous ces pays on observe une confrontation entre contrôle militaire et contrôle civil.

Dans le cas de l'Égypte, avant la révolution, il y avait un contrôle militaire évident puisque le Conseil suprême des forces armées avait le dernier mot dans de nombreux domaines, et exerçait en outre un pouvoir économique et le contrôle de l'administration publique. Néanmoins, la population continue à porter un regard favorable sur l'institution militaire, considérée comme une gardienne des intérêts égyptiens. Les militaires sont donc parvenus à maintenir leur pouvoir pendant la période de transition. Parallèlement, le pouvoir civil est très divisé et polarisé. C'est pourquoi le passage d'un pouvoir militaire à un pouvoir civil en Égypte sera probablement difficile, ce qui risque de mettre en danger le processus de transition tout entier.

En effet, l'issue de ces processus est encore incertaine et les avis divergent à leur sujet. Les uns pensent que le passé autoritaire va revenir, les autres que la démocratie à l'occidentale va finir par s'imposer ou encore qu'un nouveau type de démocratie islamiste se dessine à l'horizon. Les participants de la session constatent par ailleurs que, face aux nouvelles dynamiques internes de ces pays, les partenaires traditionnels, tels que l'Union européenne, vont devoir changer leur approche puisqu'ils vont désormais interagir avec des interlocuteurs différents, non monolithiques et émanant du jeu électoral et démocratique. Cela peut être un défi à relever, mais c'est aussi l'opportunité d'établir des relations plus équilibrées et plus matures.

Séance de travail 2 :

Les conséquences géostratégiques du printemps arabe

Même si le « printemps arabe » est généralement considéré comme le catalyseur du changement en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, les événements récents doivent être replacés dans un cadre plus large où entrent en ligne de compte les changements de gouvernement et un mécontentement social très enraciné face aux dysfonctions des régimes. C'est sur ces prémisses qu'a démarré la discussion de la seconde séance de travail de la conférence annuelle d'EuroMeSCo, axée sur le rôle des pouvoirs régionaux pendant le printemps arabe, sur la consolidation des partis islamistes en leaders des transitions démocratiques au sud de la Méditerranée, et sur le clivage religieux, nouvel élément venu façonner les dynamiques régionales.

Acteurs internationaux et régionaux

Le printemps arabe a eu un impact incontestable sur le paysage géopolitique de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Les transitions démocratiques d'Égypte et de Tunisie et les guerres civiles de Libye et de Syrie ont entraîné de profondes transformations régionales. Ces transformations ont permis l'émergence d'acteurs régionaux et elles ont affaibli des acteurs autrefois puissants dans la région.

De nombreux experts ont déclaré que l'UE et les États-Unis ont été totalement pris au dépourvu par le déroulement des événements du sud de la Méditerranée. Dépassés par l'ampleur des événements et inquiets pour la stabilité de la région après la chute de Ben Ali en Tunisie et de Moubarak en Égypte, les États-Unis et l'UE ont commencé par hésiter face aux révoltes. Depuis des années, les deux puissances soutenaient tacitement les régimes et les autocrates responsables du mécontentement général des sociétés arabes. Désormais, elles doivent trouver une formule pour se maintenir du bon côté de l'histoire (point de vue politique), pour fournir des instruments de soutien à la société civile (point de vue de la population), et pour assurer une stabilité politique démocratique (point de vue de la sécurité). Malgré leur rhétorique bien huilée, les deux puissances ne sont pas parvenues à mettre en place une stratégie efficace, si bien que leur légitimité et leur faculté à façonner les dynamiques internes et régionales au Moyen-Orient ont été ébranlées.

Au niveau régional, le fait que la Ligue arabe et le Conseil de coopération du golfe (CCG) se soient transformés en acteurs majeurs est l'une des conséquences les plus intéressantes du printemps arabe. Les deux ont adopté une attitude plus dynamique et plus assurée dans la région MENA pour protéger leurs intérêts – empêchant parfois l'éclosion de désordres politiques qui menaçait leur propre stabilité – et pour accroître leur influence régionale. La Ligue arabe avait pris une position plutôt discrète vis-à-vis de la transition démocratique en Égypte et en Tunisie, mais elle a fait preuve d'un engagement actif sans précédents vis-à-vis des récents événements de Libye et de Syrie (avec une mission de surveillance et en résiliant l'adhésion de la Syrie à la Ligue). L'Arabie saoudite et le Qatar sont devenus des acteurs clés, bien qu'ayant directement contribué à empêcher la propagation des protestations au Yémen et au Bahreïn.

L'Égypte a elle aussi renforcé sa position centrale dans la région. Le pays le plus peuplé de la région a fait de la place Tahrir un symbole de la transition démocratique et s'est positionnée de telle sorte qu'elle est perçue comme partenaire potentiel de n'importe quel pouvoir régional, voire comme un allié indispensable. Les bouleversements survenus dans la région ont aussi des conséquences indéniables sur

d'autres États puissants de la région. Le gouvernement israélien actuel est de plus en plus isolé dans un contexte marqué par la forte présence de l'islam politique ; l'Iran a peu à peu perdu la popularité dont il jouissait chez les Arabes en raison de son soutien au régime d'El-Assad ; et la Turquie, même si elle a sans nul doute renforcé son rôle de puissance régionale, doit aujourd'hui faire face à une difficile situation en raison de la crise syrienne et de ses retombées (problème kurde, réfugiés, fin de la politique de « zéro problème avec les voisins »).

Pendant la séance, les experts ont souligné que, pour la première fois sans doute, la dynamique géopolitique de la région est bien plus le résultat de ses mouvances internes que de la volonté des puissances internationales. Ils signalent que la réapparition du sens de la citoyenneté dans les pays arabes est l'un des facteurs qui a contribué au succès de l'éveil arabe, aux côtés de la prise de conscience chez les populations qu'elles pouvaient être les maîtresses de leur destinée.

L'évolution du discours islamiste

Les bouleversements arabes ont conféré une part de pouvoir étonnamment importante aux partis islamistes en Égypte (Frères musulmans) et en Tunisie (Ennahda). Après des décennies d'interdiction de paraître dans la vie politique, ces organisations se sont soudainement vues conféré la possibilité d'accéder au pouvoir, ce qui les met face à un double défi : celui de répondre aux besoins et aux exigences des administrés et celui de régler les difficultés régionales et internationales du moment. Ainsi, dans le cas de l'Égypte, le nouveau gouvernement a dû s'employer à résoudre la question de ses relations avec Israël et, tout comme la Tunisie, il lui revient de redéfinir ses rapports avec les États-Unis et l'UE.

Les gouvernements islamistes vont vraisemblablement adoucir leur discours idéologique pour adopter une position plus pragmatique sur certaines questions de politique étrangère. Ce qui n'empêche que, dans le même temps, les mouvements islamistes vont continuer à scander dans la rue leurs traditionnels slogans anti-influence occidentale dans le monde arabe. La façon dont cette double dynamique sera gérée par les autorités va déterminer les transformations géopolitiques de l'ère post-printemps arabe.

Une confrontation entre sunnites et chiites ?

Le printemps arabe a donné un nouvel élan à la fonction de la religion en politique. De ce fait, non seulement les considérations d'ordre religieux vont certainement influencer de plus en plus les calculs internes des élites des régimes, mais aussi les dynamiques régionales. Il est largement acquis que le printemps arabe a eu un effet de modernisation sur les structures et les fondements idéologiques des partis islamistes, maintenant qu'ils ne sont plus de simples partis d'opposition. Néanmoins, l'accession au pouvoir de mouvements islamistes sunnites a été aussi perçue comme une menace par les États à majorité chiite de la région.

L'interminable conflit civil syrien est un bon exemple des changements survenus dans la dynamique régionale : l'Arabie saoudite a appuyé le combat inébranlable de l'opposition au régime d'El-Assad, historiquement soutenu par l'Iran. En même temps, la tension croissante entre l'Arabie saoudite et l'Iran a été taxée de « nouvelle Guerre froide » par certains experts, d'autres estimant que cette fracture ne suffit pas à expliquer la complexité des dynamiques de la région, puisque certains pays ne sont pas divisés par la confrontation entre sunnites et chiites. Les questions des minorités, des affiliations tribales, des rivalités sous-régionales et du conflit israélo-palestinien doivent elles aussi être prises en compte dans l'évaluation des lignes de faille géopolitiques de la région.

Séance de travail 3 :

Comment renforcer les relations euro-méditerranéennes ? Le rôle de l'Union pour la Méditerranée

La vague de soulèvements qui déferle sur le monde arabe et la profonde crise économique qui secoue l'Europe sont responsables d'une transformation radicale des réalités politiques, économiques et sociales en Méditerranée. Ce scénario en constante évolution a été le point de départ de la discussion de la troisième séance de travail, qui s'est attachée aux défis de la coopération multilatérale entre les membres de l'UpM et à la nécessité de remodeler entièrement la structure des relations euro-méditerranéennes.

Géométrie variable et renforcement de la visibilité du Sud

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont aux prises avec une transition démocratique complexe tandis que l'UE se débat dans une réalité à deux vitesses découlant de sa propre crise financière. Ces éléments montrent bien la fragmentation croissante de la réalité euro-méditerranéenne et le danger qu'il y a à ce que le fossé entre ses rives nord et sud se creuse davantage. Le concept de géométrie variable a été vu comme un cadre potentiellement utile pour la coopération multilatérale dans ce contexte changeant.

Les réalités euro-méditerranéennes sont en pleine évolution et certains experts insistent sur la nécessité de disposer d'institutions capables de réagir rapidement face aux nouveaux événements tout en fournissant une plate-forme d'approches informelles et bilatérales et tout en défendant les intérêts mutuels de façon tangible. Tout en reconnaissant que les institutions à vocation technique peuvent être un instrument utile pour approcher cette réalité complexe, d'autres experts ont rappelé que, dans le cas méditerranéen, il n'est pas possible – et il n'est pas souhaitable – de dissocier la coopération technique de sa nature politique.

Bien que l'Europe ait réagi relativement vite au printemps arabe en proposant son soutien à la démocratie et à la société civile, plusieurs participants ont regretté que les politiques européennes ne soient sans doute pas en mesure de fournir les résultats souhaités en raison de l'importance qu'elles donnent à des concepts tels que la conditionnalité. Pour certains participants, le cadre actuel des relations euro-méditerranéennes risque de déboucher sur une stratégie descendante privilégiant le court terme. Il a été accusé d'être « trop européen ». Tout en souhaitant que l'Union s'engage davantage auprès de ses voisins du Sud, plusieurs experts estiment que l'attitude de l'UE face à eux devrait être moins interventionniste. Pour un bon fonctionnement de la coopération euro-méditerranéenne, il est indispensable de mettre en place des mécanismes visant à donner plus de visibilité au Sud et de lui donner la possibilité de redéfinir la façon dont il souhaite interagir avec ses voisins du Nord. Les politiques euro-méditerranéennes devraient par ailleurs tendre vers une plus grande intégration méditerranéenne.

Le rôle de l'Union pour la Méditerranée

Le conflit arabo-israélien est généralement considéré comme le principal obstacle auquel se heurtent les relations euro-méditerranéennes. Cependant, des dysfonctions multilatérales pourraient elles aussi expliquer facilement l'échec de projets régionaux

d'intégration. À ses débuts, l'UpM a été présentée comme une initiative politique ambitieuse pleine de grands projets, qui, en raison des désaccords structurels entre ses États membres, a été contrainte de se redéfinir comme une institution axée sur des projets. L'UpM a été marquée par l'éclatement et par un manque de viabilité. Elle est cependant toujours considérée comme un instrument qui pourrait utilement affronter les difficultés économiques issues du printemps arabe, à la condition de mettre en place un plan clair.

Il convient avant tout de trancher la question de si l'UpM est « axée sur les projets » ou « axée sur le politique ». Son impact pourrait être plus grand si elle met en place de simples plans plutôt que de vastes projets et sa viabilité financière pourrait être consolidée par un système d'ingénierie financière et de garanties de transparence. Elle doit également créer des mécanismes servant à stimuler l'entrepreneuriat, dans l'accomplissement de sa mission.

L'UpM doit adopter une approche ascendante pour s'adapter au scénario post-printemps arabe, qui exige une plus grande participation de la société civile. Dans un contexte social, culturel et politique aussi complexe, elle devrait proposer des mécanismes facilitant un plus grand engagement vis-à-vis de la société civile. Voilà qui réclame une stratégie systématique de définition des voies par lesquelles les différents projets deviendront une réalité. Il est aussi souhaitable que les États membres s'engagent davantage dans ce processus pour favoriser des échanges réels et une compréhension mutuelle entre le nord et le sud de la Méditerranée.

Ce rapport a été rédigé au secrétariat d'EuroMeSCo par
Laura Aimone, Blai Carandell, Paula Cusi et Lluís Pitarch, sous la coordination de Pol Morillas.